

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat : 0101

NOTE

17 /20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

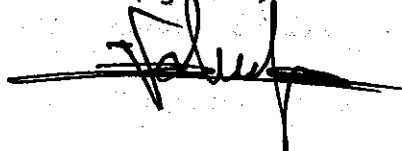
5

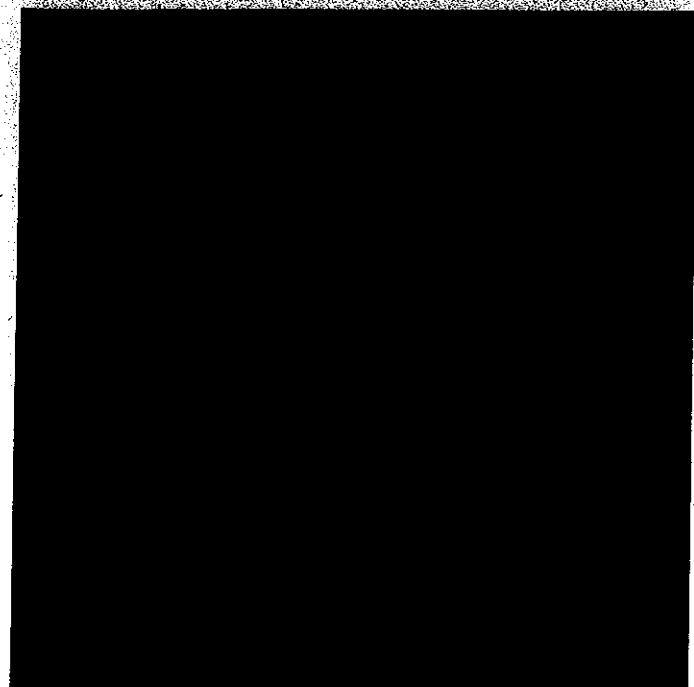
COMPOSITION DE Droit pénal et Procédure pénale

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE

(signature)





" Les Etats reconnaissent à tout enfant suspecté, accusé ou convaincu d'infraction à la loi pénale le droit à un traitement [...] qui tienne compte de son âge ainsi que de la nécessité de faciliter sa réintégration dans la société et de lui faire assumer un rôle constructif au sein de celle-ci. [...] les Etats s'efforcent de promouvoir l'adoption de lois, de procédures, la mise en place d'autorités et d'institutions spécialement conçues pour les enfants suspectés, accusés ou convaincus d'infraction à la loi pénale "

L'article 40 de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant, dont nous célébrons cette année le vingtième anniversaire, consacre en ces termes le principe d'un statut autonome et protecteur propre aux mineurs délinquants, au plan international.

En France, ce souci d'appréhender au plan pénal le mineur délinquant de manière spécifique apparaît dès la fin du XIX^e siècle, à travers notamment la mise en place de colonies pénitentiaires comme alternative à l'incarcération des mineurs. En 1912, le législateur français crée, pour la première fois, une juridiction spécialisée pour les enfants délinquants. Mais il faut attendre 1945 pour voir consacrer un véritable statut pénal autonome du mineur délinquant. Reprenant certaines propositions du Conseil Français de la Résistance,

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

L'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante institue un régime pénal et procédural ad hoc, fondé sur le principe de primauté de l'éducatif sur le répressif, un principe dont la valeur constitutionnelle a par la suite été affirmée par le Conseil Constitutionnel. Outre l'organisation d'une procédure et de juridictions spécialisées (juges des enfants, tribunal pour enfants, Cour d'Appel des mineurs), l'ordonnance de 1945 définit tout un panel de mesures éducatives, fortement inspirées de la doctrine de l'École de la Défense Sociale Nouvelle de Marc Ancel, destinées à adapter la réponse pénale à la personnalité de l'enfant et limiter fortement le recours à la sanction pénale.

Si, pendant longtemps, ce statut protecteur mis en place en 1945 est demeuré relativement à l'écart des différentes réformes pénales, il est devenu, ces dernières années, le terrain d'action privilégié d'un législateur inquiet de l'évolution de la délinquance juvénile et soucieux d'écouter à l'opinion publique des signes forts en matière de lutte contre la criminalité. Ainsi, la loi du 9 septembre 2002 a introduit diverses sanctions éducatives, hybrides de mesures éducatives et de sanctions pénales ; la loi Perben II du 9 mars 2004 a inclus les mineurs de plus de 16 ans dans le régime procédural dérogatoire de la criminalité organisée ; la loi du 5 mars 2007 a étendu la composition pénale et la composition immédiate ("présentation immédiate à délai rapproché") aux mineurs de plus de 13 ans. Signe d'une tendance à un rapprochement croissant du statut du mineur délinquant de celui des majeurs, la loi du 10 août 2007 relative à la lutte contre la récidive "des majeurs et des mineurs" englobe ces deux catégories de délinquants pour leur appliquer le méca-

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

même dit des "pires planchers", une orientation de la politique pénale que semble confirmer le rapport remis par le Comité "Varinard" à la chancellerie en 2008, relatif à la réforme de la justice pénale des mineurs.

En définitive, l'évolution actuelle du droit pénal des mineurs vers une accentuation de la répression à l'encontre de ces délinquants particuliers, pose, in fine, la question de savoir si la condition de mineur délinquant correspond toujours à un statut protecteur autonome.

Si le principe de primauté de l'éducatif et la minorité de réserve aux mineurs délinquant un traitement pénal spécifique continue d'être affirmé par les plus hautes juridictions nationales, ainsi qu'en témoigne la décision du Conseil Constitutionnel du 9 Août 2007, la tendance est aujourd'hui au rapprochement entre le statut des mineurs et des majeurs. Ainsi, convient-il d'insérer dans une première partie le maintien d'un statut autonome protecteur du mineur délinquant, et dans une deuxième partie la multiplication des atteintes à celui-ci.

I - Le maintien d'un statut autonome protecteur du mineur

Le mineur, de par la vulnérabilité due à son âge, continue de faire l'objet d'un traitement pénal particulier, tant en ce qui concerne les conditions d'engagement de sa responsabilité (A), que la mise en œuvre de l'action publique à son égard (B).

A - La minorité, une cause d'atténuation de la responsabilité pénale

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N° 1

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Figurant dans le prolongement des causes d'irresponsabilité pénale, l'article 122-8 du Code pénal dispose que les mineurs capables de discernement sont pénalement responsables. Ainsi la minorité ne constitue pas, contrairement au trouble mental, une cause d'irresponsabilité pénale ; elle justifie seulement une atténuation de la réponse pénale au plan de la peine infligée.

Il convient de remarquer que le législateur s'est toujours refusé à définir un seuil d'âge au-delà duquel la personne serait considérée comme pénalement responsable, et ce alors même que la Convention de New-York ratifiée par la France invite les États parties à établir un âge minimum en dessous duquel les enfants sont présumés n'avoir pas la capacité d'enfreindre la loi pénale. (cf article 40, 3°). Et, si le rapport Lhuillard suggère de fixer à 12 ans la majorité pénale, ce n'est, pour l'heure, que du droit prospectif.

Par conséquent, le mineur doit ici être entendu au sens civil, c'est-à-dire comme la personne de l'un ou l'autre sexe n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans. Contrairement aux majeurs, le discernement devra donc être établi par le juge pénal à l'égard des mineurs, et ce quel que soit leur âge. Conformément à la célèbre jurisprudence Laboulle de la chambre criminelle, le discernement conditionne la mise en œuvre de mesures pénales, y compris de simples mesures éducatives.

Si la condition du discernement doit aujourd'hui encore être prouvée concernant les mineurs, le changement de rédaction de l'article 122-8 intervenu après l'entrée en vigueur de la

loi du 9 septembre 2002, qui affirme en ouverture de l'article la responsabilité pénale du mineur, n'est pas anodin au plan symbolique.

Quoi qu'il en soit, dans l'hypothèse où le mineur aura été jugé responsable pénalement, la peine infligée ne sera pas la même que celle encourue par les majeurs. Il bénéficiera en principe d'une atténuation automatique de la sanction pénale. D'une part, les mineurs de moins de 13 ans ne peuvent se voir appliquer que des mesures et sanctions éducatives (sous réserve d'avoir plus de 10 ans pour ces dernières). D'autre part, les mineurs de plus de 13 ans ne peuvent subir une peine privative de liberté supérieure à la moitié de celle encourue par les majeurs, en principe. Par ailleurs, relativement aux peines complémentaires, l'article 20-4 de l'ordonnance du 2 février 1945 interdit au juge la prononcé des peines d'interdiction de territoire français, de pour-amende, d'interdiction des droits civiques, civils et de famille, d'exercer une activité professionnelle ou encore la peine de diffusion de la condamnation.

En définitive, et ainsi que l'a rappelé la chambre criminelle dans un arrêt du 25 octobre 2000, c'est bien la marque de discernement du mineur pénalement responsable due à son jeune âge qui justifie la clémence du droit pénal au plan des effets de la responsabilité. L'enfant n'est pas suffisamment fort physiquement et moralement pour supporter et tirer profit des sanctions pénales conçues pour des majeurs. Cette prise en compte de l'atténuation du libre arbitre chez le mineur délinquant justifie le fait que l'atténuation de la peine fasse, même si la personne

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

a atteint la majorité au moment du jugement, ce qui n'est pas le cas des règles dérogatoires de la procédure pénale justifiées, quant à elle, par la vulnérabilité de l'enfant, et dont la mise en œuvre est nécessairement concomitante de la minorité de la personne poursuivie.

B - la minorité, motif de mise en œuvre d'une procédure pénale spéciale

Les dispositions du Code de procédure pénale sont, en principe, inapplicables lorsque la personne poursuivie est mineure. Le statut procédural de l'enfant délinquant est régi par l'ordonnance de 1945. La condition autonome et protectrice du mineur se manifeste, dans ce cadre, à travers, d'une part, l'existence de juridictions spécialisées, et d'autre part, par une procédure spéciale.

Sous l'angle de l'article 1er de l'ordonnance de 1945, les mineurs auxquels est imputée une infraction qualifiée crime, délit ou contravention de 5^e classe ne peuvent être déférés devant les juridictions de droit commun. Ainsi, le juge des enfants sera compétent en matière contraventionnelle, voire correctionnelle, mais ne pourra prononcer que des mesures éducatives. Le Tribunal pour enfant sera compétent en matière correctionnelle et, pour les mineurs de 16 ans, en matière criminelle. Quant à la Cour d'Assises des mineurs, elle ne sera compétente qu'à l'égard des mineurs de plus de 16 ans en matière criminelle. Concernant les contraventions des quatre premières classes, leur faible importance répressive justifie d'attirer le mineur devant le juge de droit commun dans

de tels cas, à savoir le juge de proximité ou d'instance (tribunal de police).

Cette spécificité juridictionnelle propre au droit pénal des mineurs se retrouve au niveau de la composition des juridictions. En effet, l'ordonnance de 1945 prévoit que, au sein du tribunal pour enfant, siège une personne issue de la société civile dont l'activité professionnelle ou associative révèle un intérêt prégnant pour les questions relatives à l'enfance. De plus, le représentant du Parquet doit être un procureur spécifiquement chargé de la délinquance juvénile. Enfin, un magistrat délégué à la protection de l'enfance doit être désigné au sein de chaque Cour d'Appel.

Mais l'autonomie protectrice du statut du mineur délinquant ne se limite pas aux seules règles d'organisation judiciaire. Elle s'étend aux principes directeurs de la procédure pénale. En effet, là où, pour les majeurs, l'information préalable n'est obligatoire qu'en matière criminelle, elle constitue, pour les mineurs, une étape de principe, quel que soit la catégorie d'infraction. L'article 8 de l'ordonnance de 1945 impose ainsi au juge des enfants, avant tout jugement, de procéder à une enquête sur la personnalité du mineur et les conditions de commission de l'infraction soit sous forme officieuse, soit selon les formes prévues par le Code de procédure pénale en matière d'instruction. La nécessité d'adapter la réponse pénale à la personne de l'enfant commande alors de tempérer le principe d'impartialité, règle cardinale pourtant, du procès équitable. La confusion des fonctions d'instruction et de jugement au sein de la juridiction pour mineur a donc été évitée conforme à l'article 6 § 1 de

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 3

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CESDH) par la Cour de Strasbourg, notamment dans un arrêt du 24 août 1993.

Cette nécessité de connaître en profondeur la personnalité du mineur avant le prononcé de la sanction pénale a, également, pendant longtemps justifié l'exclusion des procédures de traitement en temps réels telles que la comparution immédiate, au mineur délinquant. Toutefois, la volonté du législateur d'assurer la célérité de la réponse pénale, notamment en vue d'éviter que, de par la longueur des procédures, le mineur persiste dans la délinquance, s'est traduite par une extension de ces procédures jusque la réserve au majeur, au mineur délinquant; un mouvement qui dépasse, en réalité, le cadre des procédures accélérées.

En définitive, si pendant longtemps a prévalu l'idée qu'un mineur délinquant est aussi un mineur victime nécessitant d'orienter la réponse pénale en priorité vers l'éducatif, il semble aujourd'hui que cette ambivalence de l'enfant délinquant soit de moins en moins acceptée. La proposition émise par le Comité Laroche d'ôter au juge des enfants sa double casquette, civile (protection de l'enfance) et pénale, traduit cette tendance contemporaine à vouloir faire plus en plus de place à la répression de l'acte commis dans le cadre du droit pénal des mineurs.

II - la multiplication contemporaine des atteintes à l'autonomie protectrice du statut du mineur délinquant.

Bien que le législateur continue d'envisager le mineur délinquant sous un angle particulier au plan répressif, les réformes de ces dix dernières années témoignent pourtant d'un certain rapprochement entre le statut du mineur et celui du majeur ; une tendance qui transparaît tant au regard de la procédure pénale des mineurs (A), que du droit pénal de l'adulte (B).

A - la multiplication des atteintes portées aux garanties procédurales propres au mineur délinquant

Classiquement organisées autour de la nécessité de faire correspondre au mineur la réponse pénale à la personnalité du mineur, les règles de procédure pénale semblent être de plus en plus teintées de majorité aujourd'hui, tant au niveau des procédures de jugement qui à celui des mesures préventives ou restrictives de liberté avant jugement.

La loi du 9 septembre 2002 a transposé dans l'ordonnance de 1945 la procédure de comparution immédiate, sous une forme un peu spéciale. Ainsi, l'article 14-2 de l'ordonnance organise la procédure dite de "présentation immédiate devant la juridiction pour mineurs", qui permet de contourner l'obligation préalable d'enquête. Cette procédure est réservée aux mineurs de 16 à 18 ans, qui encourrent une peine d'emprisonnement supérieure à un an (cas de flagrance) ou trois ans.

sous la même orbe d'idée, l'article 7-2 de l'ordonnance prévoit, depuis 2007, la possibilité pour le Parquet de mettre en œuvre une procédure de comparution pénale pour les mineurs de plus de 13 ans, selon les dispo-

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

tions des articles 41-2 et 41-3 du CPP.

Concernant, par ailleurs, les mesures privatives ou restrictives de liberté avant jugement, les mineurs peuvent, depuis 2002 et sous certaines conditions, faire l'objet d'un placement en garde à vue, d'un contrôle judiciaire ou d'un placement en détention provisoire.

aux termes de l'article 4 de l'ordonnance de 1945, seuls les mineurs de plus de 13 ans peuvent, en principe, faire l'objet d'un placement en garde à vue, selon les termes de la loi du 1er février 1994. Or, depuis 2002, les mineurs de 10 à 13 ans peuvent faire l'objet d'une "retenue", dont la durée ne peut excéder 12 heures, renouvelable une fois. Par ailleurs, la loi du 9 septembre 2002 a ouvert la possibilité de placer sous contrôle judiciaire les mineurs de plus de 13 ans ; les conditions de ce contrôle étant spécifiées à l'article 10-2 de l'ordonnance. Enfin, cette même loi a ouvert la possibilité pour les mineurs de 13 à 18 ans mis en examen d'être placés en détention provisoire si les conditions de l'article 11 sont réunies et selon les distinctions tirées de l'âge (seuil de 16 ans).

Il convient toutefois de remarquer que dans tous les cas, la transportation de mineurs propres aux majeurs, en droit des mineurs, ne s'opère pas via un renvoi brut aux textes de droit commun. Tant les mesures restrictives ou privatives de liberté avant jugement que les procédures de jugement accélérées font l'objet d'une adaptation tenant à la minorité de ceux qui les subissent (durée de privation de liberté, mesures de contrôle judiciaires, conditions de la

procédure de composition pénale ...). Or, si cette adaptation du droit commun s'observe dans la grande majorité des réformes récentes, il en est une qui mérite attention : la loi Perben II du 9 mars 2004. En effet, l'article 4 de l'ordonnance prévoit, dans son dernier alinéa, l'application pure et simple des dispositions de l'article 706-88 du CPP relatif à la criminalité organisée, au mineur de plus de 16 ans. Ainsi, exception faite du droit de faire un proche, le mineur de plus de 16 ans subira la garde à vue dérogatoire dans les mêmes conditions qu'un majeur (droit à un avocat après la 48^e heure, durée de la garde à vue pouvant aller jusqu'à 144 heures en matière d'action terroriste imminente ...).

Cette tendance au rapprochement, voire dans certains cas à la confusion, entre le statut du mineur délinquant, et celui du majeur se retrouve au niveau de la peine encourue.

B. La multiplication des atteintes portées au principe d'atténuation de la responsabilité pénale

Si l'article 20-2 de l'ordonnance de 1945 affirme dans son premier alinéa le principe, pour les mineurs de plus de 13 ans, d'une diminution de moitié de la peine privative de liberté encourue par rapport à celle des majeurs, cette division par moitié n'est plus de droit pour les mineurs de 16 à 18 ans en matière de crimes et délits violents contre les personnes depuis la loi du 10 août 2007. Au demeurant, si la non application du principe d'atténuation de la peine doit faire l'objet d'une décision spécialement motivée par le juge, cette obligation de motivation spéciale

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

cesse lorsque les infractions visées ont été commises en état de récidive légale.

Vraitable "lête à cornes" de la politique pénale actuelle, la récidive justifie l'application aux mineurs des "peines planchers" introduites par la loi du 10 Août 2007 aux articles 132-18-1 du CP. Ici encore, l'article 20-2 de l'ordonnance prévoit la division par moitié des "planchers" pour les mineurs de plus de 13 ans, avec une possibilité de retour au droit commun dans les cas d'infractions violentes commises par un mineur de plus de 16 ans en état de récidive.

En conclusion, la condition du mineur délinquant est depuis quelques années de plus en plus influencée par celle du majeur délinquant. Et le maintien de principe du statut autonome du mineur délinquant dissimule mal les atteintes qui lui sont portées, au nom de la lutte contre une délinquance précoce de plus en plus violente et précoce. Surtout, l'évolution du statut pénal de l'enfant semble faire émerger trois minorités : une minorité qui appelle la clémence en deçà de 10 ans, une minorité qui appelle une responsabilisation au-delà de 13 ans, et une tendance à la majorité au-delà de 16 ans.